

Sommaire

Fonctionnaires

Les fonctionnaires préparent un coup contre le gouvernement

Le Sursaut - mardi 03 décembre 2019

Politique

Comment trouver le juste équilibre

Fraternité Matin - mardi 03 décembre 2019

La Cei prépare les prochains scrutins

Fraternité Matin - mardi 03 décembre 2019

Les personnalités du Centre et les chefs Baoulés se sont parlé à Bouaké

Le Matin - mardi 03 décembre 2019

Les leçons d'une visite d'Etat historique

Le Patriote - mardi 03 décembre 2019

Simone Gbagbo : « On n'a qu'à aller le plus loin possible avec le Pdc »

Soir Info - mardi 03 décembre 2019

Koulibaly victime du pouvoir Ouattara 15 ans après l'expulsion d'un autre proche

L'Intelligent d'Abidjan - mardi 03 décembre 2019



Arrimage Cmu-Mugefci / Le chef de l'Etat, Alassane Ouattara, au terme de sa visite d'Etat dans le Hambol, a animé samedi un meeting au stade Ouattara Thomas d'Aquin de Katiola.

Les fonctionnaires préparent un coup contre le gouvernement



Le chef de l'Etat, Alassane Ouattara, au terme de sa visite d'Etat dans le Hambol, a animé samedi un meeting au stade Ouattara Thomas d'Aquin de Katiola. A l'occasion le chef de l'exécutif a éclairé un peu plus sur son éventuelle candidature pour un troisième mandat en 2020.

Va-t-on vers un bras de fer entre travailleurs et gouvernement ? La Plateforme Nationale, réunie en session extraordinaire le Mercredi 27 Novembre 2019 de 10h45 à 13h15, à l'issue de la consultation des fonctionnaires dans les régions relative à l'ARRIMAGE CMU/MUGEFCI a décidé de l'organisation d'une journée nationale de protestation, le Mercredi 04 Décembre 2019 sur toute l'étendue du territoire national. Et ce pour exiger la suspension de l'arrimage CMU/MUGEFCI mal ficelé, et donc source de souffrances pour les fonctionnaires et leur famille. L'arrêt sans délai de l'imposition insidieuse de la carte dite intelligente par les responsables de la MUGEFCI aux fonctionnaires. Selon la plateforme, ces décisions sont consécutives aux constats que depuis le 18 Octobre 2019, date d'entrée en vigueur effective de l'arrimage CMU/MUGEFCI, le confort de soins des fonctionnaires s'est considérablement dégradé. « Les fonctionnaires ainsi que leur famille sont dans le désarroi, abandonnés à leur sort et obligés de payer les médicaments aux coûts réels, malgré leurs cotisations pourtant perçues par les deux structures arrimées. Face à ces difficultés évidentes et en dépit des interpellations de la Plateforme Nationale, aucune solution concrète n'a été proposée pour abréger la souffrance des fonctionnaires et leur famille. En outre que la CNAM et la MUGEFCI se rejettent mutuellement les responsabilités. La MUGEFCI, plutôt que d'œuvrer à la recherche d'une solution devant aider les fonctionnaires, au regard de la part patronale, profite de leur détresse pour vendre une carte dite intelligente, instituant ainsi une discrimination entre les mutualistes. Tous ces problèmes sont la conséquence logique d'un arrimage précipité et mal

conçu », argumentent Theodore Zadi Gnagna et ses camarades du Comité Exécutif de la Plateforme Nationale. Dans un précédent entretien à Le Sursaut, le président de la Plateforme Zadi Gnagna avait détaillé les problèmes liés à l'arrimage CMU -Mugefci en ces termes. « Au regard de la situation, nous avons lancé une consultation nationale. Tous nos régionaux ont fait des réunions et nous envoient des rapports. Comment les fonctionnaires vivent la situation ? Et les rapports qui nous parviennent indiquent bien que le premier problème qui se pose comme je l'ai dit, c'est la déstabilisation d'un système qui était vieux de 60 ans. Les fonctionnaires ne voient plus aujourd'hui leurs bons Mugefci et ils ont à faire à un bon CMU. 2è problème, dans les pharmacies privées, où ils avaient l'habitude d'aller, les médicaments CMU ne sont pas toujours disponibles. Parce que la prescription CMU se fait en DCI. C'est ce que l'on appelle les Dénominations Communes Internationales, c'est-à-dire que ce sont les molécules qui sont prescrites et non les spécialités. Par exemple au lieu de mettre Doliprane sur une ordonnance, l'on met Paracétamol qui est le nom de la molécule. Donc, avec ce nom paracétamol, quand l'on arrive à la pharmacie, l'on vous sort une plaquette de n'importe quel Paracétamol qui traite les maux de têtes et les fatigues. Or la Mugefci prescrivait en spécialité. Par exemple lorsque vous avez mal à la tête, l'on vous met Doliprane. Aujourd'hui, l'on vous met Paracétamol. L'accès aux médicaments dans les pharmacies, parce que la nouvelle PSP qui est chargée d'approvisionner les pharmacies publiques et privées, est un peu débordée. En outre, les médicaments CMU qui sont installés désormais dans les officines privées, ne sont pas toujours disponibles. Donc, les fonctionnaires sont confrontés à cette réalité », a indiqué M.ZADI Gnagna. Avant de poursuivre : « Le 3è problème auquel ils sont confrontés, c'est que la Mugefci n'intervient plus sur les pathologies courantes. Le nouveau panier de soins de la MUGEFCI a été tellement réduit qu'il ne se résume qu'à certaines pathologies couteuses comme le diabète, l'hypertension et autres. Or les maladies courantes sont le paludisme dont l'on a besoin des médicaments. Aujourd'hui cela n'est plus le cas dans le panier de soins de la MUGEFCI. Les fonctionnaires se rendent compte que cela est passé dans le panier de soins de la CMU. Or la CMU a un parcours de soins quelque peu complexe. Donc les voilà en train d'acheter leurs médicaments en mains propres à la pharmacie parce que ne voulant pas faire tout ce parcours. L'on cotise donc désormais sans bénéficier de



carte, ils auront des médicaments supplémentaires. Au lieu de régler le problème, de faire des consultations avec les organisations syndicales, se mettre ensemble pour aller dire à l'Etat de revoir les choses, d'apporter des soutiens financiers, l'on profite de la détresse des fonctionnaires pour faire la promotion d'une carte en la présentant comme une panacée qui réglerait tous les problèmes ». Une rencontre entre les fonctionnaires et leur ministère de tutelle est prévue pour trouver un terrain d'entente.

A. TRAORE

prestations. Le 4^e problème, c'est que les fonctionnaires n'ont plus un seul interlocuteur en face, aujourd'hui ; il y a deux interlocuteurs. La CMU et la MUGEFICI se partagent les cotisations des fonctionnaires et se rejettent les problèmes qui se posent. Quand vous allez à la CMU, l'on vous dit que c'est la MUGEFICI qui est responsable et vice versa. On ne sait plus à quel saint se vouer. Qui est responsable de quoi ? La MUGEFICI dit avoir perdu plus de la moitié de ses revenus avec la répartition des cotisations. Mais, en réalité, l'Etat ayant décidé de payer la part patronale qui fait que le fonctionnaire qui devrait cotiser 1000 FCFA ne cotise que 500 FCFA. Et donc, la MUGEFICI devrait payer à la CMU prêt de 57% de ses recettes qui sont d'1 milliard six par mois. Aujourd'hui, avec l'appui de l'Etat et de la prise en charge de la part patronale, la MUGEFICI ne perd que 25% de ses ressources. Donc sur les 1 milliard six où la CMU devrait prendre la moitié, la CMU ne prend que 450 millions. Il en reste environ 1 milliard deux. Ce qui aurait dû permettre à la MUGEFICI de réévaluer et d'augmenter ces pathologies prises en charge et d'augmenter ainsi les médicaments mis à la disposition des fonctionnaires. Ce qu'ils n'ont pas fait. Ils sont restés à un ancien panier de soins comme s'ils avaient eu 48 % de ressources alors qu'aujourd'hui ; ils ont pratiquement 75% des ressources ». Sans oublier de situer les responsabilités. « Ici la responsabilité de la Mugefci est largement engagée, parce que ce sont eux qui ont mené les négociations. Ce sont eux que nous avons choisi pour gérer notre santé, nos cotisations, pour mener le débat avec l'Etat. Ce à quoi nous assistons par ailleurs, c'est qu'au lieu d'apporter des réponses à cette préoccupation des fonctionnaires à travers la Mutuelle qui appartient aux fonctionnaires elle ne le fait pas. Pendant de longues années, des fonctionnaires ont cotisé sans bénéficier des prestations de la MUGEFICI. Mais à quoi assistons-nous ? C'est plutôt un appel pour l'achat d'une carte unique et intelligente. L'on fait croire aux fonctionnaires qu'avec cette carte, leur problème CMU est réglé. Ce qui est faux. Mais si c'est le cas, alors il y a une escroquerie quelque part et c'est grave. Cela veut dire que des fonctionnaires qui cotisent sont donc discriminés en 2 groupes. Les fonctionnaires qui bénéficieraient de tous les avantages anciens et ceux qui ont gardé l'ancienne carte seraient donc soumis à toutes les tracasseries. Aujourd'hui, la MUGEFICI fait la promotion de sa carte et fait croire aux fonctionnaires qu'avec cette

Développement durable et dette soutenable / Une conférence internationale sur le développement et la dette s'est ouverte, hier, au Centre international de conférences Abdou-Diouf (Cicad) de Diamniadio, à Dakar, au Sénégal en présence de six Chefs d'État dont le Président Alassane Ouattara.

Comment trouver le juste équilibre



Les Chefs d'État et des experts réfléchissent sur le développement durable et la gestion de la dette. (PHS: PRESIDENCE)

Une conférence internationale sur le développement et la dette s'est ouverte, hier, au Centre international de conférences Abdou-Diouf (Cicad) de Diamniadio, à Dakar, au Sénégal en présence de six Chefs d'État dont le Président Alassane Ouattara.

Chefs d'État et de gouvernement, partenaires au développement et société civile, ont pris d'assaut l'une des salles de conférences du grand Centre international de conférences Abdou-Diouf (Cicad) de Diamniadio à Dakar, au Sénégal. Le sujet à l'ordre du jour est d'intérêt et justifie cette mobilisation : « Développement durable et dette soutenable, trouver le juste équilibre ». Alors que les besoins de développement restent conséquents dans les pays d'Afrique, notamment ceux de la zone subsaharienne, les marges de financement se sont réduites ces dernières années. En clair, selon des études, les pays d'Afrique subsaharienne ont fait de considérables progrès au cours de ces 20 dernières années. Cela se traduit par le revenu par habitant qui a augmenté, les taux de pauvreté ont diminué et les résultats se sont améliorés en matière d'éducation et de santé. Et l'on peut le dire sans crainte que ces pays ne sont qu'à mi-chemin de la réalisation des Objectifs de développement durable (Odds), en même temps que les possibilités de financement des besoins se sont réduites, en raison d'une augmentation de la dette publique en cinq ans (2011-2016). Il faut donc trouver un équilibre entre les objectifs de développement qui nécessitent des financements et la dette publique. Telle est le sens de cette rencontre internationale de Dakar. Présidant la cérémonie d'ouverture, le Président sénégalais Macky Sall a rappelé l'importance de cette problématique qui a mobilisé tant les forces vives du continent que les partenaires au développement de l'Afrique. Devant donc ce parterre de personnalités et ses pairs dont Alassane

Ouattara, le Président hôte de la Conférence a fait justement l'état des besoins d'investissement du continent africain qui s'élèveraient à près de 150 milliards de dollars. « Il nous faut investir, encore investir et beaucoup investir », a-t-il dit. Mais selon lui, il faut faire la part des choses. Car dans le cas d'espèce, il s'agit là, soutient-il, d'un endettement destiné à l'investissement et non à un fonctionnement. « S'endetter oui, mais dans le but de promouvoir un développement durable », clame le Président sénégalais pour qui la dette est « une arme de développement ». Du coup, à en croire Macky Sall, l'Afrique où « tout reste à construire » constitue un nouveau projet dont la réalisation et le développement dépendent, en partie, de la gestion responsable et de la question de l'endettement. « L'Afrique est à l'image d'un avion en bout de piste, prêt au décollage. D'ici 2050, la population africaine va doubler. D'où une réelle opportunité à saisir. Il nous faut investir dans les infrastructures physiques et immatérielles », a-t-il suggéré. Car, ajoute-t-il, « la dette bien investie dans les actions de développement crée les conditions de son remboursement. Alors il faut aider le continent à faire face à de nombreux défis : sécurité, le défi de la société du savoir et faire appel à des financements externes suivant les bonnes pratiques. L'avenir ne peut se construire sans sécurité. Les défis sécuritaires que nous imposent le terrorisme, le trafic sur nos frontières, obligent tout pays à s'équiper pour se défendre, donc trouver une alternative de financement », propose en substance le Président Macky Sall. Les Présidents du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, du Niger, Mouhamadou Issoufou, de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, du Togo, Faure Gnassingbé, et du Bénin, Patrice Talon, ont pris part à cette rencontre. Ainsi que la directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, la vice-secrétaire générale des Nations unies, Amina Mohammed, de hauts responsables gouvernementaux dont le Premier ministre malien, Boubou Cissé, des représentants d'organisations internationales, du secteur privé, du monde universitaire et de la société civile.

BONI ADO GERMAINE



Élections en Côte d'Ivoire / Le président de la Commission électorale indépendante (Cei), Coulibaly-Kuibiart et son équipe sont à la tâche.

La Cei prépare les prochains scrutins



Les membres de la commission centrale sont prêts pour les prochaines échéances électorales. (PHOTO : D. R)

Loin de tous les tintamarres, vociférations et jactances des contempteurs, le nouveau président de la Commission électorale indépendante (Cei), Coulibaly-Kuibiart Ibrahim, et son équipe travaillent pour organiser les prochaines échéances électorales en Côte d'Ivoire. La première étape, c'est la présidentielle. La Constitution, en son article 56, a fixé les dates de celle-ci. Le premier tour a lieu le dernier samedi du mois d'octobre de la cinquième année du mandat du Président et du vice-Président de la République en fonction. Si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour, il est procédé à un second tour. Seules peuvent s'y présenter les deux listes de candidats ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages exprimés au premier tour. Le second tour a lieu le dernier samedi du mois de novembre de la cinquième année du mandat du Président et du vice-Président de la République en fonction. Dans les prochains mois, la Cei se déploiera sur le terrain pour installer les commissions locales et celles de l'extérieur. Elle lancera, par la suite, les audiences foraines pour l'inscription des nouveaux majeurs sur le listing électoral. Comme on peut le constater, le train est lancé. Et ce ne sont pas les cris d'orfraie qui l'arrêteront. Libre à tous ceux qui le veulent de penser qu'il y a un délit d'initié parce que le nouveau président de la Cei a été directeur de cabinet de Koné Mamadou, alors ministre de la Justice ; qu'il ait été son chef de cabinet lorsqu'il était président de la Cour suprême ou encore que Coulibaly-Kuibiart ait été secrétaire général de Mamadou Koné au Conseil constitutionnel. On ne peut empêcher personne de se lancer dans des élucubrations. En démocratie, le principe de liberté est sacro-saint. Mais lorsque cela devient du libertinage, il faut y mettre un holà. Le groupe de personnes qui parlent de délit d'initié savent-ils réellement ce que renferme ce groupe de mots ? Ils s'appuient sur le fait que Coulibaly-Kuibiart ait occupé plusieurs postes sous

la direction de Koné Mamadou. Notamment sa fonction de secrétaire général du Conseil constitutionnel. C'est lui, selon eux, qui avait remis le document dans lequel le Conseil constitutionnel avait jugé irrecevable le recours formulé par des députés sur le réajustement de la Cei. Pour ce seul fait, ils parlent de délit d'initié. Ils oublient que c'est le même Coulibaly-Kuibiart qui a remis le document jugeant la saisine de l'adversaire de Maurice Kakou Guikahué irrecevable après les législatives de 2016. Ils feignent également d'ignorer que le secrétaire général du Conseil constitutionnel ne participe pas aux délibérations des juges, mais qu'il a un rôle de greffier. En outre, il faut rappeler que l'actuel président de la Cei a été élu par neuf voix contre six, au sein d'une commission dont les membres de la société civile et de l'opposition sont les plus nombreux. Sur les 15 membres, on dénombre 6 de la société civile, un au titre du Président de la République, un pour le ministère de l'Administration territoriale, un au titre du Conseil supérieur de la magistrature, trois représentants du parti au pouvoir et trois autres des partis de l'opposition dont le Front populaire ivoirien (Fpi). Lorsqu'on fait un décompte, on se rend bien vite compte que le parti au pouvoir a trois représentants tandis que l'opposition et la société civile en comptent 9. Même si l'on adjoint au parti au pouvoir, le représentant du président, celui du ministère de l'Administration territoriale et le représentant de la magistrature, il n'y a pas débat. Cette Cei est conforme aux recommandations de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Et l'on comprend pourquoi les institutions internationales et les représentations diplomatiques accréditées en Côte d'Ivoire ont pris langue avec elle pour démarrer la coopération et l'aider à réussir sa mission. Des personnes affirmeront que le Pdc-Rda de Henri Konan Bédié n'y est pas représenté. Mais à qui la faute ? On ne peut pas opter délibérément pour la politique de la chaise vide, alors qu'on a été invité intuitu personae et, aujourd'hui, crier au loup. La vie est une série de choix à opérer. Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude. Le Pdc-Rda a décidé de choisir le boycott lors des négociations pour le rééquilibrage de la Cei, qu'il assume sa nouvelle posture de va-t-en guerre.

ÉTIENNE ABOUA

Avant la rencontre du 06 décembre à Yamoussoukro / Jeannot Ahoussou et Jean-Claude Kouassi à la manœuvre .

Les personnalités du Centre et les chefs Baoulés se sont parlé à Bouaké



Le président du Sénat Ahoussou Jeannot et le ministre Jean-Claude Kouassi en présence de plusieurs autres ministres ont échangé vendredi dernier à Bouaké avec 39 chefs de canton du Grand Centre

l'ouvrage pour le vendredi 06 décembre prochain.

J.C.M

C'est désormais acté ! Le vendredi 06 décembre prochain, sur le coup de 10H, à la résidence de feu Félix Houphouët-Boigny à Yamoussoukro, sous le grand préau où le père fondateur aimait tenir ses grandes rencontres familiales et politiques, aura lieu la grande réunion entre le Président de la République Alassane Ouattara, et l'ensemble de la notabilité traditionnelle Baoulé, conduite par la reine Akoua Boni 2 elle-même. Ce sont au total 39 chefs de canton, 29 chefs de tribu et 800 chefs de village, qui rencontreront le Président Alassane Ouattara. En prélude à ce grand rassemblement, nul doute la première du genre, 39 chefs de canton, appuyés par des porte-paroles de la reine Akoua Boni 2, ont été reçus, le vendredi 29 novembre dernier au soir, à Bouaké, en la résidence du ministre Jean-Claude Kouassi. Cette rencontre était chapeautée par le président du Sénat, Jeannot Ahoussou Kouadio, qui était assisté des ministres Jean-Claude Kouassi, Raymonde Goudou, Amadou Koné, Sidi Touré, Amédé Kouakou et du chef de cabinet du vice-Président de la République. C'était lors d'une rencontre d'échanges pour préparer la grande rencontre solennelle du vendredi 06 décembre prochain à Yamoussoukro. De ces échanges très fructueux entre ces cadres du Grand Centre et les chefs de canton baoulés, on retiendra qu'ils se sont parlé et se sont compris. Très bien compris même pour faire en sorte que la rencontre avec le chef de l'Etat soit un grand succès. Comme premier acte, ce sont 300 chefs baoulés qui sont allés à Katiola pour soutenir leurs frères du Hambol, lors du meeting de clôture de la visite d'Etat du Président Ouattara, samedi 30 novembre dernier. Dès leur retour chez eux, ces chefs de canton, appuyés par les porte-paroles de la reine, sont à

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE HAMBOL

Les leçons d'une visite d'Etat historique

Le Hambol reconnaissant à un homme d'exception

Merci, Président Ouattara !



Ally Coulibaly :
"Vous êtes
l'homme qui
nous a donné
notre dignité"

● Les leçons d'une
visite historique



Quatre jours de communion avec le président de la République, Alassane Ouattara. 4 jours d'immense joie et d'émotions. La visite d'Etat du président de la République dans la région du Hambol du 27 au 30 octobre 2019 restera gravée longtemps dans les mémoires des populations et dans l'histoire de cette région. Tant elle a tenu toutes ses promesses en termes de mobilisation, de messages forts et d'engagements pris par le président de la République et les populations. En effet, mobilisées comme un seul homme, les populations avec à leur tête les élus et cadres ont réservé un accueil des plus chaleureux à leur illustre hôte. De Katiola à Dabakala en passant par Niakara, toute la région était en effervescence. Et, "le fils" qui a touché du doigt les réalités de ses parents du Hambol, après les avoir remerciés pour leur mobilisation exceptionnelle au stade Ouattara Thomas d'Aquin de Katiola samedi lors du meeting de clôture, s'est engagé à continuer ses efforts visant l'amélioration des conditions de vie des uns et des autres. « Cette visite a été reportée à plusieurs reprises. Maintenant, elle est faite et moi j'en suis particulièrement heureux. J'ai senti que les populations étaient également enchantées. Ça été une belle visite et j'ai été particulièrement ému par tout ce que j'ai entendu. Mes parents du Hambol m'ont montré autant de reconnaissance et de gratitude », a déclaré le chef de l'Etat au cours de la conférence de presse qui a sanctionné la visite d'Etat, avant d'expliquer le sens de sa tournée. Selon lui, elle avait pour but de faire le point de la situation en matière d'actions de développement posées au profit des populations et de dégager les perspectives.

Une région transformée, éclairée et acquise à la cause du chef de l'Etat Aussi, partout où il est passé, le chef de l'Etat s'est-il réjoui de son action tout en promettant d'intensifier les investissements à travers la mise en œuvre d'un nouveau programme dans le Hambol. « J'ai été heureux d'être dans le Hambol. J'ai profité de ma visite pour poser des actions en faveur des populations. A Katiola, nous avons procédé à la mise sous tension du

quartier Moderne pour un coût global de 284 millions de FCFA. Ce quartier compte 3700 habitants. Le jeudi nous avons mis en service l'extension du réseau d'adduction en eau potable de la ville de Fronan qui fait 21700 habitants pour plus de 140 millions de FCFA ; mis sous tension le village de Darakokaha avec 600 habitants d'un coût de 175 millions de FCFA (...) A Dabakala nous avons procédé au lancement des travaux de bitumage de l'axe Satama-SokoroSatama-Sokoura-Bassawa pour 84 km de bitume. Nous prévoyons 36 mois de délai d'exécution. Nous avons mis en service le poste de transport d'électricité au quartier Dabalakoro pour un coût de 6 milliards de FCFA. A Katiola, j'ai procédé à la pose de la première pierre du CHR pour 35 milliards de FCFA. Les travaux démarrent au début de l'année 2020 et le délai d'exécution est de 18 mois », a énuméré le chef de l'Etat. Ces actions viennent renforcer les efforts déjà fournis qui ont, a témoigné le président du conseil régional Konaté Ibrahim Kalil, changé le visage de la région du Hambol. Aussi dans les secteurs de l'électrification rurale, de l'éducation, de la santé, de fourniture d'eau potable... des projets à fort potentiel économique ont-ils été réalisés pour améliorer le quotidien des populations. « De 38 localités électrifiées sur 301 en 2012, aujourd'hui la région du Hambol compte 283 localités électrifiées soit un taux d'électrification de 94%. Merci monsieur le président de la République. Car de 284 établissements de l'enseignement primaire, nous sommes passés aujourd'hui à 439 établissements dans le Hambol pour accompagner votre vision de l'école obligatoire et gratuite pour tous. De 4 établissements d'enseignement préscolaire en 2012, notre région compte aujourd'hui 52 établissements. De 7 établissements d'enseignement secondaire, notre région en compte aujourd'hui 19. Merci monsieur le président car l'impact de la réhabilitation de la voie A3 est visible et profitable aux populations. Merci pour la construction de centres de santé ruraux, de forages et autres stations d'eau potable. Merci pour tout monsieur le président », s'est voulu reconnaissant, au nom des populations, le président du conseil régional.

Le Président Ouattara ferme sur les sujets qui retardent le pays Ayant rétabli la vérité sur les réalisations du gouvernement dans le Hambol, il a exprimé et réaffirmé le soutien indéfectible à un fils, à un leader, à un chef qui rêve grand pour son pays et son peuple. Car, a-t-il souligné, le chef de l'Etat est "le vent" qui permet aux habitants du Hambol de goûter aux délicieux fruits du développement, de la paix et de la stabilité. « Monsieur le président de la République, vous êtes le Deus ex machina du Hambol », a-t-il affirmé sous les applaudissements nourris. C'est désormais clair comme de l'eau de roche. Le Hambol est et demeure une citadelle imprenable du chef de l'Etat et du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et



Les populations du Hambol sont sorties en grand nombre lors du meeting de clôture

la paix (RHDP), son parti. C'est pourquoi dans ses différentes adresses, le locataire du palais présidentiel n'a cessé de saluer l'attachement de toute une région à sa personne et à sa vision de hisser la Côte d'Ivoire au rang des pays émergents. Ainsi, il a invité les uns et les autres à la culture de la paix, de la cohésion sociale, de l'unité et du rassemblement afin que le pays continue sa marche glorieuse vers le développement et la prospérité entamée en 2011 avec son avènement aux affaires. «Je vous remercie pour votre contribution à la paix et à la stabilité. Je veux vous rassurer concernant les élections de 2020. Elles vont bien se passer. Il n'y aura rien. Tous ceux qui veulent être candidats pourront l'être. L'élection sera ouverte, transparente et crédible. Il n'y aura pas d'exclusion de qui que ce soit. Je demande aux uns et aux autres d'arrêter de faire peur aux Ivoiriens par des discours irresponsables et irrespectueux », a-t-il exhorté, avant d'exprimer son intention de transférer le pouvoir à une nouvelle génération à condition que toutes les personnes de sa génération comprennent que leur « temps est passé ». Pour lui, la Côte d'Ivoire doit avancer mais pas avec n'importe qui. Surtout pas avec ceux qui l'ont détruit et gaspillé les biens publics sous leur magistère. C'est pourquoi, il a demandé aux populations d'être vigilantes quant aux choix de ceux qui prétendent au fauteuil présidentiel. «Choisissez un président qui travaille uniquement pour les populations et la nation ivoirienne. Choisissez un président qui vient vous servir et non qui vient se servir. Car, c'est trop facile de voir ce que certains ont fait et croire qu'ils peuvent revenir pour faire la même chose », a-t-il estimé. Tout en précisant qu'il n'y aura pas de marche arrière dans la conduite du processus électoral devant aboutir à l'organisation des élections du 2020. Le chef a tapé du poing sur la table pour faire comprendre aux adeptes des discours orduriers, des discours de peur, des discours de promotion de la haine tribale et de la violence qu'ils ne sont pas les seuls dans l'arène. Par conséquent, ils doivent revoir leur copie pour le bonheur de tous et surtout de la Côte d'Ivoire.

LACINA OUATTARA



Situation politique / Jean-Louis Billon : « Quand Ouattara va se retirer de la politique, le Rhdp disparaîtra »

Simone Gbagbo : « On n'a qu'à aller le plus loin possible avec le Pdcî »



Simone Gbagbo et Jean-Louis Billon ont présenté la vision de leurs partis respectifs pour la paix. (Ph.DR)

L'alliance entre le Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (Pdcî-Rda) et le « Parti de Gbagbo » devra aboutir à créer les conditions d'une « réconciliation vraie » et obtenir le retour de l'ex-président ivoirien, maintenu en Belgique depuis son acquittement, en janvier dernier. C'est ce qui ressort de la table-ronde organisée, lundi 2 décembre 2019, à l'hôtel Belle Côte, à Cocody-Riviera Palmeraie, par le Mouvement Solidarité pour Laurent Gbagbo, présidé par Maurice Lohourignon. Deux panélistes : Simone Éhivet Gbagbo, pour le camp Gbagbo, et Jean-Louis Billon, pour le Pdcî-Rda, devaient se prononcer sur le thème général « Relever le défi de la réconciliation pour gagner la Côte d'Ivoire Spécifiquement, Simone Gbagbo a développé le sous-thème « Retour de Laurent Gbagbo pour une vraie réconciliation », quand le Secrétaire exécutif du Pdcî-Rda chargé de la Communication, de l'information et de la propagande, a entretenu l'auditoire sur « Pdcî-Fpi : les promesses d'un rapprochement historique Pour l'épouse de Laurent Gbagbo, « on n'a qu'à aller le plus loin possible avec le Pdcî dans ce combat, qui est le combat d'actualité, sans tromperie, sans entourloupe... » Le plus important, ce ne sont pas nos couleurs politiques Selon elle, le thème général abordé est évocateur de deux réalités en Côte d'Ivoire. Elle a indiqué : « notre pays est dans un tel état de délabrement moral, politique, institutionnel... que nous sommes obligés de relever le défi de la réconciliation pour sauver la Côte d'Ivoire Parce qu'à l'entendre, « chaque jour, notre pays nous échappe... Nous devons réussir absolument la réconciliation pour sauvegarder la Côte d'Ivoire. Nous avons le devoir de ne pas perdre notre nation Elle a dépeint une situation alarmante, dénonçant

l'orpaillage clandestin, l'insécurité grandissante, la pauvreté... « Il subsiste dans notre pays, des plaies béantes. Notre plus grand besoin, c'est que ces plaies se referment, de sorte que nous redevenions bien portants, le corps et l'esprit en santé, pour que nous travaillions à la reconstruction, à la restauration de notre pays », a-t-elle déclaré, soulignant que pour y arriver, il faut « une réconciliation sincère qui s'étende à tous les ressortissants venus vivre sur notre territoire En outre, a-t-elle indiqué, il va falloir faire asseoir les groupes en conflit, pour qu'ils règlent leurs différends. Ce qui aboutirait, in fine, à une « redéfinition du pacte social, à une revisitation de la Constitution Elle a ébauché des pistes de solutions pour une Côte d'Ivoire réconciliée. Cette réconciliation, à l'écouter, passe par le retour de Laurent Gbagbo dans son pays. « Nous sommes d'accord pour dire que Félix Houphouët-Boigny est le père de la nation ivoirienne. Mais il faut que nous soyons aussi d'accord pour dire que Laurent Gbagbo est le père de la démocratisation, de la décentralisation... en Côte d'Ivoire. Les populations reconnaissent le symbole que représente Laurent Gbagbo pour l'espoir, la survivance de la nation », a soutenu Simone Gbagbo, notant qu'il est un instrument pour le plaidoyer pour la paix, « un interlocuteur incontournable et indispensable, le médiateur accepté et désiré de cette réconciliation Pour elle, la réconciliation est un long processus qui doit être propulsé par le gouvernement. Aussi, a-t-elle interpellé le pouvoir en place à créer les conditions d'une réconciliation vraie dans le pays. « C'est au gouvernement de dresser la table de négociation et d'y inviter les acteurs. J'invite le gouvernement à libérer les fils du pays, ci- vils et militaires, qui sont encore en prison du fait de la crise. Je l'invite à accorder une oreille attentive à l'opposition. La réconciliation vraie doit impacter toutes les institutions de la nation... Le président Laurent Gbagbo est prêt au pardon. Son retour encouragera les personnes méfiantes, peu crédules, à venir vers la table de négociation. Voilà pourquoi tous les démocrates doivent exiger son retour au pays », a affirmé Simone Gbagbo.

Caution de candidature. L'ex-Première dame a ri du souhait du chef de l'État, Alassane Ouattara, de faire passer la caution pour les candidatures à la présidentielle en Côte d'Ivoire, de 20 millions de F Cfa à 100 millions de francs Cfa. En référence aux conditions qui avaient été édictées, en 1990, pour empêcher Laurent Gbagbo d'être candidat à la présidentielle contre Félix Houphouët-Boigny. « Les houpouétistes reprennent ça. Aujourd'hui, ils estiment que ça va marcher: En 1990, ça a échoué hein i Les voies de

Dieu sont insondables >>, a-t-elle dit, soulignant que si la réconciliation échouait, << nous perdrons nos partis et la réalité ivoirienne. Pour Jean-Louis Billon, l'histoire réunit aujourd'hui le Pdc-Rda et la formation politique de Laurent Gbagbo. Pour l'ancien ministre du Commerce, de l'artisanat et des Pme, << unis, on peut changer les choses. Il s'est prononcé sur la caution de candidature qui passerait à 100 millions de F Cfa. A l'écouter, << ce sont des propositions qui arriveront sur une table de négociation... Ça ne veut pas dire que ça va être fait. Une démocratie coûte cher. Avant, quand on avait mis la caution à 20 millions, pensant que Laurent Gbagbo ne pourrait pas payer, des gens ont cotisé. Si Dieu a dit que vous allez arriver au pouvoir, vous allez y arriver. On doit arriver à un système où on s'accorde. Ce ne serait pas bon qu'un individu nanti puisse prétendre seul à diriger le pays. Jean-Louis Billon a estimé que la victoire est une << promesse commune >>. Pour lui, le Front populaire ivoirien (Fpi) et le Pdc-Rda devront atteindre l'objectif qui est de prendre le pouvoir ensemble. << Et après, demain, nous pourrons reprendre nos combats >>, a-t-il soutenu. << Personnellement, je me suis battu contre la disparition du Pdc. Je ne voudrais pas voir le Fpi disparaître un jour. Je ne peux pas comprendre, comment le Rhdp qui naît, puisse avoir autant de contradictions en son sein. Quand le président Ouattara va se retirer de la politique, d'une manière ou d'une autre, le Rhdp disparaîtra. Le Pdc et le Fpi vivront >>, a-t-il prédit, dans une salve d'applaudissement. Il a dénoncé, lui aussi, certaines pratiques sous le régime Ouattara, indiquant que << quand on dit qu'on est en démocratie, et que des gens sont arrêtés pour avoir dit quelque chose, c'est une mauvaise chose. Le Fpi et le Pdc sont d'accord pour le retour de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé en Côte d'Ivoire... Nul ne doit rester en marge du processus de développement. On arrive à des aberrations quand on va vers la dictature... C'est n'importe quoi ! C'est là que nous sommes en Côte d'Ivoire. Jean-Louis Billon a donc invité les Ivoiriens à comprendre que le Fpi, un parti de gauche, et le Pdc, un parti conservateur de droite, se mettent ensemble par << amour de la nation >>.

HERVÉ KPODION



De Docteur Ahua Junior à Nathalie Yamb / L'histoire se répète dans l'entourage du président de LIDER. Nathalie Yamb, conseillère exécutive de Mamadou Koulibaly s'est vue notifier son expulsion de la Côte d'Ivoire, le lundi 2 décembre 2019, après une audition à la préfecture de police d'Abidjan.

Koulibaly victime du pouvoir Ouattara 15 ans après l'expulsion d'un autre proche

DE DOCTEUR AHUA JUNIOR A NATHALIE YAMB |



**Koulibaly
victime
15 ans
après de l'expulsion
d'un autre proche**

→ Imam Kobeissi, Aimable Mporé, Kemi Séba : ces expulsions qui ont défrayé la chronique → Ce qu'en pensent Odette Lorougnon, Akoto Olivier, Douaty Désirée et Dah Sansan

Un autre coup dur pour Mamadou Koulibaly qui quinze ans après l'expulsion de Dr Antoine Ahua Junior vers le Canada, en avril 2004 sous le président Laurent Gbagbo, doit rester éloignée de sa conseillère exécutive, Nathalie Yamb. Dans un tweet, avant la décision d'expulsion de Nathalie Yamb qui de nationalité suisse et camerounaise Mamadou Koulibaly avait mentionné ce qui était reproché à sa conseillère : « Trouble à l'ordre public. Militante politique alors qu'elle est étrangère. Critiques acerbes contre les autorités ». Récemment dans un tweet Nathalie Yamb avait banalisé la collision de deux hélicoptères survenue à Katiola lors de la visite d'État du président de la République dans le Hambol en faisant un parallèle avec la collision de deux hélicoptères français au Mali qui a fait 13 morts en ces termes : « Comme on veut toujours tout imiter chez les Français: 2 hélicoptères MI24 se télescopent à l'aérodrome de Katiola lors de la «visite d'Etat» de Ouattara dans le Hambol. 40 millions de dollars bousillés ». « Quel mépris. Aucun respect pour les morts. Qu'est ce que l'accident de nos hélicoptères ont à avoir avec ceux de la France. On ne fait pas de l'esprit et de la provocation sur tout », a commenté une source policière.

Imam Kobeissi, Aimable Mporé, Kemi Séba : ces expulsions qui ont défrayé la chronique

L'expulsion de la conseillère exécutive de Mamadou Koulibaly n'est pas un cas isolé en Côte d'Ivoire. L'on se souvient de plusieurs expulsions qui ont fait grand bruit à Abidjan, parmi lesquelles l'affaire « Imam Kobeissi », l'affaire « Aimable Mporé » DG de MTN en 2009, sous Laurent Gbagbo et récemment, l'affaire « Kémi Séba », l'activiste Franco-béninois expulsé de Côte d'Ivoire en mars 2019. L'imam Kobeissi, Abdul Menhem Kobeissi à l'étatcivil rentrait du Liban en 2009, lorsqu'il a été « cueilli » à sa descente d'avion à l'aéroport d'Abidjan et ramené dans son pays, le Liban. La Direction de la surveillance du territoire (DST) était sur les traces de l'imam de la mosquée libanaise de Marcory depuis 2006, après les accusations portées contre lui par les États-Unis. Les Américains l'avaient identifié comme un des financiers du Hezbollah et mobilisait des jeunes de la communauté chiite pour combattre au Liban. Alors qu'il a été naturalisé ivoirien de façon régulière, il avait été expulsé de la Côte d'Ivoire. Par la suite, il a pu rentrer au pays sans problèmes. En 2009, Aimable Mporé était le directeur général d'une entreprise de téléphonie mobile lorsqu'un scandale a éclaté à la présidence de la République, au sujet d'une escroquerie portant sur la somme de 65 millions de FCFA. La secrétaire du président Laurent Gbagbo, Mme Bléhou Emilienne était accusée d'avoir escroqué la somme de 65 millions de FCFA à l'entreprise dirigée par Aimable Mporé. Montant au créneau, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Désiré Tagro avait signé un arrêté d'expulsion destiné à Aimable Mporé qui a quitté la Côte d'Ivoire. L'activiste Kémi Séba, lui, il a été expulsé le 27 mars 2019, alors qu'il séjournait à Abidjan où il devait animer une conférence de presse sur le Franc CFA. Déclaré persona non gratta en Côte d'Ivoire Kémi Séba a embarqué dans un avion de la compagnie nationale ivoirienne, en direction de Cotonou, la capitale de son pays d'origine, le Bénin. Mais il y'a d'autres cas d'expulsion peu connus du grand public, selon des sources administratives.